



POUR METTRE EN
LIEN DES JEUNES
DU MONDE AU CŒUR
DE LA TRANSITION



ALLIANCE POUR UNE ÉDUCATION
À LA CITOYENNETÉ PLANÉTAIRE

www.alliance-education-citoyennete-planetaire.org
contact@alliance-education-citoyennete-planetaire.org

Rédaction
Maryse Clary et Jacqueline Charron

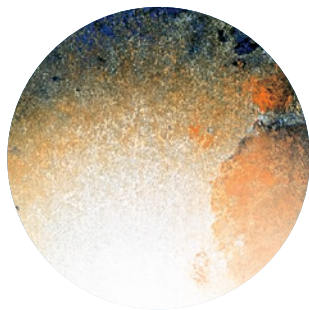
Conception graphique
Véronique Pitte, Die

Impression Héraldie



Édition
Les Amis de Circée
www.amisdecircee.fr

Numéro spécial
Chemin de Traverse
ISBN 978-2-9527223-8-4



Suite à la publication du *Manifeste pour une éducation à la citoyenneté planétaire*, en décembre 2015 à l'occasion de la COP 21, l'Alliance pour une éducation à la citoyenneté planétaire (AECPP) a lancé un projet de recherche auquel treize équipes de 12 pays de 4 continents ont adhéré pour faire des jeunes des acteurs clés de la transition écologique, économique et sociétale. Participent au réseau : la Belgique, le Maroc, la République du Congo, le Tchad, le Québec, le Mali, l'Allemagne, la Grèce, le Népal, l'Espagne, les Philippines, la France.

Le réseau est piloté par plusieurs membres fondateurs de l'Alliance (groupe d'initiative) : **Maryse Clary**, Maître de conférences honoraire à l'Université d'Aix-Marseille – France, **Pierre Calame**, président honoraire Fondation Charles Léopold Mayer – FPH – France, **Jacqueline Charron**, secrétaire de l'association Les amis de circée – France, **Yves Reinkin**, responsable de la Coordination des Centres de Rencontres et d'Hébergement favorisant le tourisme des jeunes (CCRH) en Belgique francophone, député honoraire du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ancien vice-président de la Commission éducation de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) – Belgique, président des amis de circée.

La constitution du réseau s'est faite en partie grâce à l'implication de Solène Dengler, coordinatrice jeunesse de l'AECP.

Ce groupe d'initiative, en tant qu'experts dans le domaine de l'éducation, anime le réseau, conduit le projet de recherche et se veut porte-parole auprès des instances éducatives. Il est intervenu lors du sommet « Climate Chance » à Nantes en septembre 2016 et suite à la COP 21, intervient à Marrakech lors de la journée éducation du 14 novembre 2016. Il a le soutien des autres membres fondateurs, des signataires de la charte et des partenaires que sont le World Environmental Education Congress (WEEC), le réseau Climates et l'Alliance pour les sociétés responsables et durables.

Les équipes de 12 pays sont membres actifs du réseau, comme acteurs de terrain. Elles mettent les jeunes au cœur du système éducatif, sont à leur écoute, travaillent en partenariat réel sur des projets concrets en prise directe avec leur territoire.

Ensemble, les experts, et les équipes montrent que les résultats de tous ces projets au Nord comme au Sud visent un changement des systèmes éducatifs pour répondre aux défis du développement durable et du changement climatique.

Cette publication relate les données d'expériences innovantes, en propose une capitalisation et une analyse afin de permettre des échanges entre équipes en vue d'une amélioration des pratiques.

Ce réseau, fort de sa diversité culturelle, du nombre de jeunes impliqués et de son engagement dans les valeurs de citoyenneté planétaire, souhaite jouer un rôle de lobbying auprès des autorités éducatives pour faire évoluer positivement les systèmes éducatifs.

*Le secrétariat de l'Alliance :
association Les amis de circée, Die-France*



Les projets des équipes



Les équipes participantes qui ont adhéré au projet de l'AECP en partagent les mêmes valeurs. Elles travaillent dans ce sens, certaines depuis longtemps, d'autres plus récemment, mais toutes ont à cœur de centrer l'éducation sur les jeunes et d'en faire des acteurs de la transition sur leur propre territoire.

Afin de pouvoir permettre des échanges entre ces équipes locales et parvenir à la constitution d'un réseau international, nous avons envoyé à chaque équipe un questionnaire sur les critères de qualité en jeu. Ceci nous a permis d'effectuer un recensement de leurs travaux et d'en tirer une analyse qui va nous servir de situation-diagnostic pour évoluer ensemble vers la rédaction de principes directeurs.

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
Allemagne	6-18 ans Écoles	2013 – 2016 (projet de continuation en cours de développement)
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
200 écoles, 50 artistes	BildungsCent, écoles, artistes	BildungsCent, projet KlimaKunstSchule

Le projet : Au cœur du projet il y a les « artistic seeds ». Les artistes travaillent avec différents média et selon différentes stratégies. Leur point commun est qu'ils traitent tous du changement climatique, développent des scénarios imaginaires, proposent des alternatives et agissent comme des créateurs de l'environnement. Avec les « germes artistiques », les artistes donnent la possibilité aux étudiants de découvrir un point de vue artistique, d'expérimenter des processus créatifs et de se familiariser avec des perceptions non conventionnelles. Pour cela, chaque artiste développe un concept sur la base de sa méthode de travail. L'expérience d'une personne qui communique sur des problèmes écologiques et politiques, et l'expérience d'un processus artistique créatif sont considérées comme une chance pour motiver les étudiants à agir par eux-mêmes. Après le « artistic seed », les étudiants développent et mettent en œuvre leurs propres projets pour la protection du climat, avec le soutien des enseignants.

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
Belgique	12-18 ans Adolescents fragilisés (formation en alternance), Adultes : +/- 160 membres du personnel	Depuis plus de 20 ans. l'activité est permanente, elle a une longue histoire, se construit chaque année et dispose d'une vision du futur
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
Institut Robert Schuman à Eupen	Monde associatif et entreprises. Les acteurs de l'éducation au DD, à la citoyenneté mondiale et leurs corollaires, en Communauté germanophone, avec la Fédération Wallonie-Bruxelles et au niveau international. Association belge « Education et Formation au développement durable. Programme fédéral « Annoncer la couleur »	Conseil de direction de l'école et un enseignant déchargé pour accompagner la démarche

Le projet : Mobiliser la vision d'un monde durable comme levier pour faire entrer une école durablement en développement. Intégrer les questions sociales, économiques, environnementales, scientifiques, techniques et politiques dans leur parcours citoyen et leur futur métier. La vision d'un monde fondé sur la durabilité est ici vue comme englobant les dimensions humaines de solidarité intra et intergénérationnelles et une approche mondiale de la biodiversité de cultures. Nous travaillons sur les questions de dialogue interculturel, de citoyenneté mondiale et de respect et de défense de l'écosystème terre (ISO 14001). Faire évoluer les bâtiments et équipements vers plus de durabilité. Développer de nouveaux outils de gestion et d'administration qui intègrent les critères de durabilité (participation et démocratie, réduction de l'empreinte écologique de l'école, développement des approches mondiales et planétaires dans les politiques d'achat...). Intégrer les questions de développement durable et de citoyenneté mondiale dans les projets et disciplines pour remodeler peu à peu le propos éducatif. L'utilisation parcimonieuse des ressources, la réduction des impacts négatifs sur l'écosystème planétaire, l'exigence d'une société humaine fondée sur les valeurs de justice inter et intra générationnelle, l'émergence d'une économie durable sont autant d'éléments que nous cherchons à intégrer aux filières de formations techniques et professionnelles (14 métiers sont enseignés).

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
Canada Québec	9-12 ans Écoles primaires	Entre décembre et mai chaque année. Le volet de compensation est, en fonction, tout au long de l'année.
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
Écoles de 4 régions administratives de la province de Québec (Chaudière-Appalaches, Capitale-Nationale, Bas-Saint-Laurent, Montréal)	Une vingtaine de partenaires de tous milieux (économique, éducatif, coopératif, privé, gouvernemental, municipal...) financiers ou institutionnels (appui en connaissances, stratégies, affaires...)	Québec Coopérative Forêt d'Arden
Le projet : <i>L'impact de nos habitudes de vie sur les changements climatiques pour découvrir les émissions de GES (Gaz à effet de serre) derrière la consommation, l'énergie et le transport et la gestion des matières résiduelles. Adopter de nouvelles habitudes de consommation pour réduire les émissions de GES liées à nos habitudes.</i>		

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
Espagne	12-16 ans	3 ans
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
Écoles secondaires en Catalogne	Éducation, associations, collectivités	Espagne – XESC (Xarxa d'escoles per la sostenibilitat de Catalunya) (Catalonian School Network for Sustainability)
Le projet : <i>Prenons soin de la planète – la conférence européenne organisée du 19 au 23 mai 2015 à Bruxelles au siège du Comité des Régions, elle a accueilli plus de 150 participants, dont 69 jeunes délégués âgés de 13 à 16 ans venus de 14 pays européens et 15 facilitateurs âgés de 18 à 30 ans de 11 nationalités différentes.</i>		

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
France	12-16 ans Collèges	4 ans
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
5 collèges du département	Partenaires institutionnels : principal gestionnaire, équipe enseignante du collège, référent éducation au développement durable de la DSDEN, l'ALEC (Agence locale de l'énergie et du climat), l'AGEDEN (Association pour une gestion durable de l'énergie), entreprises	France – Département de l'Isère

Le projet : « *Je maîtrise les consommations d'énergie dans mon collège* » – Ce projet oblige à se faire rencontrer les usagers du bâtiment que sont les élèves et les personnels techniques du département en charge de l'entretien et la maintenance du bâtiment. À l'intérieur de la communauté collège, il permet également aux élèves de rencontrer et découvrir le métier du gestionnaire et de l'agent technique de maintenance (factotum, OP).

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
France	15-18 ans Lycées	9 mois
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
24 lycées en Île-de-France	Unité lycées de la Région Île-de-France, AEFE (Agence pour l'enseignement du français à l'étranger (AEFE), associations Monde Pluriel et Fréquence School	DRIEE Ile-de-France (Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie), Académies de Créteil, Paris et Versailles

Le projet : « *Le climat c'est chez moi* » – le changement climatique au niveau local.

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
Mali	15-40 ans Jeunes éducation formelle ou non formelle	2015 et 2016
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
Université, école et communauté	Ministère de l'Environnement, GIZ, EU, Oranger Mali, l'Agence de l'environnement et développement durable du Mali (AEDD), la direction de l'Eau et Forêt	Climates Mali

Le projet : *COP In MyCity (Simulation de négociation sur le Climat et action de mobilisation vert).*

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
Maroc	12 -26 ans Jeunes éducation formelle ou non formelle : étudiants et scolaires (parrainage par les étudiants du club Hélios)	2017 à 2030
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
Faculté des Sciences Ben M'sik, Université Hassan II de Casablanca	Professeurs, étudiants, doctorants (départ. de biologie, géologie, chimie, physique et mathématiques), membres du Club Hélios de la faculté, Association des enseignants des sciences de la vie et de la terre (AESVT), collectivités locales	Maroc Faculté des Sciences Ben M'sik- Université Hassan II de Casablanca

Le projet : *Éducation à l'Environnement et au Développement Durable. Gestion de l'Eau : Épuration et réutilisation des eaux pour arroser les espaces verts, pour développer l'Agriculture Urbaine Écologique Durable... Réduction de la consommation d'eau des laboratoires par des circuits fermés... Gestion des déchets : Encourager le Tri, le Recyclage et la Valorisation des déchets organiques solides dans l'agriculture urbaine durable : compost... Solutions sécurisées pour les produits chimiques dangereux utilisés en TP et recherche... Efficacité énergétique : Encourager les énergies renouvelables, Généraliser les lampes économiques, utiliser les minuteries pour l'éclairage des couloirs, bien entretenir les postes de transformateurs électriques...*

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
Maroc	8-26 ans Jeunes primaires (éco-écoles), collèges et lycées, étudiants et universitaires	4 ans
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
22 villes	Fondation DROSOS, ministère chargé de l'Environnement, ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, facultés, préfectures et communes	Maroc – Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre Maroc/ AESVT-Maroc

Le projet : *Actions Jeunes pour le développement dans le cadre du projet Coproduction de la Propreté – engagement écocitoyen.*

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
Népal	8 à 30 ans écoles et universités, jeunes professionnels, membres de la communauté	Depuis 2013 (annuel)
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
Université, école et communauté	Climate Interactive, La Ecologique Fabrique, IDDRI	Nepal CliMates (Bindu Bandhari)

Le projet : *COP In MyCity (Simulation de négociation sur le Climat et action de mobilisation verte).*

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
Philippines	15 – 18 ans Jeunes éducation formelle	2016 à 2018
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
Programme en ligne vidéo-conférence	17 pays : Philippines, États-Unis, Jordanie, Émirats Arabes Unis, Israël, Palestine, Indonésie, Australie, Royaume-Uni, Inde, Italie, Ukraine, Mexique, Égypte, Liban, Irlande, Pologne	Alliance pour les sociétés responsables et durables

Le projet : *éducation à la citoyenneté mondiale. Les élèves interagissent directement avec leurs pairs tout autour du monde, s'engageant directement dans un dialogue sur les problèmes environnementaux, la culture, l'identité, les croyances, les valeurs, les attitudes et la paix, entre autres.*

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
République du Congo	6-18 ans (scolaires) et 18-30 ans (salariés). Écoles primaires (dans un premier temps) et jeunes de l'Armée nationale	Phase de lancement de depuis le 23-07-2015, et ce pour trois ans, avant une consolidation
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
Pointe-Noire au Congo Brazzaville	Éducation nationale et Armée nationale	République du Congo ONG Congo-Vert (CoVe)

Le projet : *La protection de la nature et des espèces vivantes.*

PAYS	PUBLIC CIBLE	DURÉE DU PROJET
Tchad	8 à 16 ans Éducation formelle	2010 à nos jours
LIEU DU PROJET	PARTENAIRES	MAÎTRE D'ŒUVRE
Établiss. scolaires 1 ^{er} et second degrés	Light Foundation, France Volontaire	Tchad les Espaces Verts du Sahel (EVS)

Le projet : *Développement durable et éducation environnementale de base. EVS est l'une des toutes premières organisations non gouvernementales au Tchad à prendre à cœur l'éducation environnementale de base des jeunes dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire.*

Le réseau de l'Alliance pour une Éducation à la Citoyenneté Planétaire

Treize équipes de pays et continents différents sont entrées dans le projet de l'AECP : Maroc, Allemagne, Belgique, Espagne, France, République du Congo, Grèce, Tchad, Mali, Népal, Québec, Philippines. Ces équipes sont engagées avec succès au Nord comme au Sud dans des établissements scolaires avec des démarches révélatrices de la montée en puissance d'une démocratie participative.

Parmi tous les projets mis en œuvre que nous avons reçus, trois seulement ont été à l'initiative de l'éducation formelle : l'université de Casablanca, le projet « Le Climat C'est Chez Moi » en France piloté par trois rectorats et un lycée en Belgique. Un autre projet a été à l'initiative d'une collectivité territoriale en France, tous les autres l'ont été à l'initiative d'associations. Ils se sont tous déroulés avec des élèves et leurs enseignants, mais c'est le milieu associatif qui les a pour la plupart accompagnés. Au Mali et au Népal dans le projet « COP in my city » ce sont des jeunes de l'éducation formelle et non formelle qui ont participé.

C'est dire la nécessité de mettre en place ce processus de recherche afin d'impliquer fortement les enseignants et faire des propositions aux instances éducatives dirigeantes. La finalité est de promouvoir, au sein des établissements scolaires, une pédagogie de projet centrée sur des questions socialement vives, plus particulièrement le changement climatique, et ancrée sur les jeunes. Pour édifier un monde plus juste, plus pacifique et plus durable, nous devons revoir intégralement notre façon de penser et d'agir et donner aux jeunes, futurs adultes de demain, conscience de la nécessité d'être les moteurs du changement.

Nous avons demandé à toutes les équipes de faire un descriptif de leur projet et d'avoir une vision réflexive sur leur travail afin d'en ex-

traire les points forts. Nous avons proposé le même questionnaire à chaque équipe avec des questions suffisamment ouvertes afin que chacun puisse s'exprimer librement et ne pas gommer les particularités, les différences culturelles. À partir des réponses, nous vous proposons une image de ce qui se fait réellement dans le réseau. Cette évaluation que l'on pourrait qualifier de diagnostic vous est présentée. Elle met en valeur vos bonnes pratiques, vos réussites, vos difficultés et peut d'une part, servir de base à nos échanges dans le réseau et d'autre part, à partir de ce diagnostic, nous permettre de voir comment avancer pour aller vers des principes directeurs, des préconisations à soumettre aux instances éducatives.

LES OBJECTIFS

D'une équipe à l'autre, on retrouve une grande similitude dans les objectifs qui reprennent en partie, et en les enrichissant par leur mise en œuvre, les objectifs de la Charte de l'AECF.

Les objectifs généraux s'articulent autour de trois grands axes :

- Permettre aux jeunes, sur la base d'observations scientifiques ou comportementales, d'analyser une situation, d'émettre des propositions d'amélioration, d'en évaluer le coût monétaire, social et écologique.
- Faire prendre conscience aux jeunes des enjeux du changement climatique et du développement durable, de façon systémique et globale, en encourageant la Formation, l'Education et la Sensibilisation ainsi que la promotion des ODD (Objectifs du Développement Durable).
- Mettre l'homme au cœur de tout développement, en relation équilibrée avec la nature.

Les objectifs de connaissance portent sur la connaissance des causes, conséquences et enjeux locaux du changement climatique (de l'échelle communale à l'échelle régionale, avec une perspective internationale); sur la capacité à analyser les aspects du développement urbain afin d'en mesurer, voire d'anticiper les impacts négatifs sur l'environnement et proposer des alternatives.

Les objectifs comportementaux concernent l'ouverture des établissements scolaires sur leur territoire ; la compréhension de nos choix de consommation sur le changement climatique ; les campagnes de sensibilisation et les actions de plaidoyer et de lobbying pour la propreté des milieux périurbains ; l'incitation des jeunes à réfléchir à des actions innovantes et des projets pouvant contribuer à la préservation de l'environnement.

Les objectifs stratégiques sont centrés sur un objectif plus large (politique, institutionnel, administratif, etc.) ou sur les professionnels (favoriser le dialogue entre les acteurs scolaires, favoriser l'émergence de nouveaux projets dans l'école...). Ils sont centrés également sur la formation d'une nouvelle génération de citoyens armés pour affronter et relever le défi que pose le changement climatique et le développement durable au niveau de notre société et cela :

- en intégrant la dimension de l'environnement dans les programmes d'éducation nationale,
- en écolisant l'université par des Campus Verts Durables,
- en créant des entreprises et des emplois verts.

LES THÉMATIQUES

Elles diffèrent bien évidemment d'un pays à l'autre en fonction des problèmes et besoins locaux, mais sont toutes convergentes dans leur but et leurs objectifs, comme énoncé plus haut.

Maroc : L'association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre Maroc/AESVT-Maroc a initié un projet intitulé « Actions Jeunes pour le développement dans le cadre du projet Coproduction de la Propreté ». À la faculté des Sciences Ben M'sik – Université Hassan II de Casablanca, le projet s'inscrit dans une démarche globale de campus vert.

Québec : La Coopérative Forêt d'Arden a bâti un programme éducatif de 10h d'animations en classe avec les élèves : quantifier la

quantité de GES évités équivalente pour chaque défi que les élèves réaliseront avec leur famille, une façon de pouvoir visualiser l'importance de chaque petit geste pour réduire ses émissions de GES.

France : L'association Monde Pluriel, membre d'un comité de pilotage composé de 3 académies en Île-de-France et de collectivités territoriales a accompagné 24 lycées pour travailler sur les enjeux des changements climatiques au niveau local. À l'issue de la rencontre finale entre les élèves, un Agenda des Solutions pour l'Île-de-France a été publié en juin 2016.

Le département de l'Isère : projet « Je maîtrise les consommations d'énergie dans mon collège ». À l'aide d'un guide d'audit et d'une mallette d'appareillage de mesure, un groupe d'élèves, encadré par les enseignants, a effectué un diagnostic énergétique. Ces diagnostics ont été présentés aux personnels techniques du Département avec des propositions d'amélioration des bâtiments qui ont été réalisées.

Espagne (Catalogne) : Programme international « Prenons soin de la planète » où ont été abordés les déchets, la consommation d'énergie et sa contribution à l'effet de serre, la perte de biodiversité, la consommation excessive, la pollution de l'air, la mobilité ; 35 écoles secondaires ont été impliquées en Catalogne, le projet a donné lieu à 5 conférences régionales et a permis la participation à 2 conférences nationales et 2 conférences internationales.

Tchad : compréhension des enjeux de la dégradation de l'environnement, l'écocitoyenneté, la promotion de l'énergie renouvelable comme l'énergie solaire (très abondante au Tchad), au détriment des énergies fossiles, la non-violence, la tolérance en milieu scolaire, la lutte contre la corruption.

République du Congo : campagne de sensibilisation sur l'idée que l'homme transforme la nature et la nature transforme l'homme.

Mali : Avec l'association « Climates » les participants ont expérimenté la complexité des négociations sur le climat et plusieurs

d'entre eux ont pris conscience des enjeux mondiaux des changements climatiques pour l'humanité.

Népal : dans le cadre de « Cop In MY City » (CIMC), projet dirigé par les jeunes avec pour objectif de créer un lien entre les négociations internationales sur le changement climatique et la jeunesse : soutenir les actions locales pour le climat et créer une communauté internationale d'acteurs du changement.

Allemagne : l'approche du projet centré sur le climat s'est faite par l'intermédiaire d'artistes afin de toucher les élèves d'un point de vue émotionnel, les aider à changer leur perspective et à développer leur esprit critique.

Philippines : programme en ligne « Génération Globale » pour promouvoir le dialogue interculturel sur les problèmes environnementaux, l'éducation pour le climat, la culture, l'identité, les croyances, les valeurs, les attitudes et la paix.

Belgique : L'institut Robert Schuman à Eupen a intégré le développement durable dans sa mission et son processus de développement afin d'en faire une des dimensions de l'éducation des jeunes. Cela permet d'intégrer les questions sociales, économiques, environnementales, scientifiques, techniques et politiques dans leur parcours citoyen et leur futur métier, de maintenir une école en conformité avec les exigences de sécurité, de bien-être, d'environnement et de construire un système qualité certifié ISO 14001.

LA MISE EN ŒUVRE

Tous les pays n'ont pas répondu aux questions concernant la mise en œuvre du projet. Parmi ceux qui ont répondu, les éléments facilitateurs rencontrés dépendent des conditions locales. Il y a cependant unanimité sur le volontariat des jeunes, leur motivation et leur passion. Ont analysé les conditions de mise en œuvre et répondu aux questions qui leur étaient relatives seuls des participants qui

avaient déjà, les années précédentes, développé des projets de ce type. À part un seul cas où une collectivité territoriale est à l'origine du projet, dans tous les autres cas c'est une association.

Les éléments facilitateurs reposent sur :

- la collaboration de plusieurs acteurs : gestionnaires et techniciens de l'environnement d'un département français, acteurs du territoire au Québec, appui d'experts professionnels en Allemagne ;
- la légitimité institutionnelle, implication forte des rectorats en France, partenariats avec les Commissions scolaires, les syndicats, les fondations, les enseignants, les directions d'écoles, et l'ancrage du projet sur le Programme de formation de l'école formelle au Québec, le soutien de l'école, des enseignants et de la direction en Allemagne ;
- le financement du projet : financement des travaux proposés par les élèves par la direction de la construction en France, de l'environnement et du travail, financement varié du milieu citoyen, privé, des gouvernements, de l'économie sociale au Québec.

De ces éléments facilitateurs émergent les laboratoires d'idées que nous préconisons, reposant sur l'éducation formelle, le milieu associatif, les collectivités territoriales et des entreprises.

Les réponses sont plus abondantes concernant les **obstacles rencontrés** et qui peuvent se résumer par l'insuffisance matérielle, financière, le manque de ressources humaines conséquentes ainsi que le manque de temps. Se pose le problème du financement à long terme d'un projet que l'association québécoise a pallié par un système de compensation des émissions de GES par l'achat des Crédits carbone éducatifs et au Népal par la collaboration avec d'autres organisations. Difficulté aussi de sortir de sa région pour rejoindre de nouvelles écoles.

Les questions que se posent les participants portent sur :

- l'instauration de l'éducation à l'environnement et de l'éducation au développement durable dans les programmes scolaires ;

- la motivation, l'implication, l'engagement des jeunes dans des projets concrets ;
- le développement de l'esprit critique chez les jeunes ;
- l'approche éducative à privilégier avec de jeunes adolescents ;
- l'éducation pour répondre aux défis de la société : mondialisation, dégradation de l'environnement, individualisme, explosion des ICT.

LES ÉLÈVES

Excepté au Mali et au Népal dans les projets Cop in my city où le public cible allait jusqu'à 40 ans, les jeunes n'ont pas été par eux-mêmes à l'initiative du projet. Au niveau de l'école obligatoire, ce sont, dans la plupart des cas, des associations qui ont proposé le projet avec des partenaires financiers et ont travaillé avec les enseignants. Au Maroc, c'est une université qui a été à l'origine du projet mais là aussi nous ne sommes plus dans le cadre de l'école obligatoire.

L'implication des jeunes a été forte pour diverses raisons :

- changer de méthode pédagogique, quitter la classe, travailler sur le terrain ;
- trouver du plaisir à travailler ensemble, à échanger, à faire l'expérience de plus de liberté qu'à l'habitude ;
- relever un défi sur son propre territoire, voir qu'on peut penser les choses autrement, qu'on peut à son niveau, apporter quelque chose ;
- le projet devient souvent une affaire personnelle, les élèves se sentent pris au sérieux, ont davantage confiance en eux, s'affirment, surmontent leurs craintes ;
- le travail par projets techniques (par exemple les travaux individuels ou collectifs de qualification de fin d'études), lorsqu'ils contiennent une forte valeur ajoutée comme « utilité sociale » et « initiative porteuse de sens » poussent les jeunes à s'impliquer parfois très au-delà de ce qu'attendent d'eux les professeurs et l'école.

La mobilisation des jeunes s'est faite sur une cause commune, la protection de leur environnement, la prise de conscience du changement climatique, de la fragilité de la planète. Avec des défis réalistes et adaptés à leur niveau, les élèves ont pris conscience de la nécessité de s'engager dans des actions citoyennes. Par extension, à partir de leur propre territoire, ils ont compris les enjeux nationaux et planétaires, compris que nous vivons tous sur une seule et même planète.

Les jeunes ont apprécié ce type de travail, l'approche positive et volontaire des problèmes, le jeu de l'enquête, l'animation, le travail en équipe, des méthodes pédagogiques plus ludiques, plus en accord avec leur univers de technologies de la communication, ou de créations artistiques. Ils se sentent utiles, devenus plus importants, responsables de leur action, s'adressent directement à des adultes acteurs du territoire, prennent des décisions qui sont le plus souvent retenues et mises en œuvre.

Le projet a aidé les élèves à comprendre leur environnement, les problèmes auxquels ce dernier fait face et enfin leurs droits et responsabilités face à cet environnement : au Tchad à travers le camp de vacances pour jeunes, dénommé la Résidence Écologique, organisé chaque année ; ailleurs construction de connaissances et de compétences sur un sujet précis, prise de conscience et volonté de réaliser un projet sur leur territoire, expérience directe de ce que peuvent être les négociations sur le climat au niveau international. Mais tous les élèves ne se sentent pas vraiment conscients du changement climatique.

À noter cependant l'évaluation des comportements effectuée depuis 4 ans au Québec par un enseignant chercheur, de 80 à 90 % des élèves auraient réalisé un défi familial et continuent les défis un an après le projet.

Les jeunes et leur rôle dans la société

Les élèves prennent conscience qu'ils peuvent jouer un rôle dans la société s'ils en font l'effort. Ils se rendent compte de l'impact de leur action auprès des autres élèves, des enseignants, de leurs

parents, du public, de la presse locale, en interpellant les acteurs du territoire, notamment les élus. Ils sont parfois invités à faire une exposition, à présenter leurs réalisations.

La question de l'environnement, dans son approche écocivique, leur fait comprendre que nous avons tous une part de responsabilité vis-à-vis de notre milieu de vie (notion de la dette écologique), et les amène à souhaiter grandir dans une société consciente et active dans la recherche de solutions aux problèmes environnementaux.

Ils ont aussi découvert de nouveaux métiers en lien avec le développement durable et le changement climatique, ce qui a pu susciter des vocations et ouvrir des perspectives professionnelles.

Le travail avec de nombreux partenaires leur a ouvert de nouveaux horizons, apporté de nouvelles manières de voir, notamment avec des artistes, leur a amené d'autres connaissances qu'académiques, d'autres compétences, d'autres manières de penser.

Le projet leur a-t-il donné envie de s'engager ?

C'est le cas au Québec où, depuis 2010, plus de 21 000 défis ont été sélectionnés par les 5 900 jeunes participants et leur famille, mais aussi dans d'autres pays comme le Maroc, le Congo, le Tchad, le Mali ou la France avec le soutien des associations.

Se sentent-ils responsables de leur avenir ?

On peut noter un changement profond, mais pas chez tous. Tout dépend de l'âge des élèves. Des jeunes de 9 à 12 ans, s'ils se sentent impliqués dans les réalités actuelles et leur potentiel d'agir aujourd'hui, éprouvent de la difficulté à concevoir leur avenir.

Cependant, le fait de côtoyer des chercheurs et des acteurs associatifs les a amenés à se poser des questions sur leur propre avenir et sur leurs motivations, sur leur attitude face à « Agir » sur son espace de vie. Conscients de leurs responsabilités vis-à-vis de leur futur, ils souhaitent s'investir personnellement et autant qu'ils le peuvent dans ce processus d'édification de leur avenir.

Compétences/connaissances développées

- autonomie des élèves, apprentissage de la communication auprès de professionnels comme l'obtention d'un rendez-vous avec des élus;
- travail en équipe, répartition des tâches;
- identification de ce qu'est un territoire/bonne compréhension de la notion de territoire;
- appropriation des termes : enjeux, solutions, diagnostic, économie circulaire;
- sensibilisation aux enjeux locaux d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques;
- utilisation de l'informatique pour des recherches ciblées;
- passage de données théoriques à une application locale concrète;
- dialogue avec des acteurs du territoire;
- expression orale et confiance en soi, parler devant un auditoire.

Cette évolution des profils des jeunes en matière de communication et de connaissances favorise leur employabilité, promeut, dans certains pays, le développement du sens de **leadership** et vise à former des jeunes compétents sur le marché de l'emploi, et qui s'investiront dans la promotion des emplois verts

LES ASSOCIATIONS

Points forts de l'innovation

- les rencontres entre les différents partenaires afin de pouvoir échanger et résoudre les situations tous ensemble, prendre en considération l'ensemble des points de vue et faire une meilleure analyse;
- l'échange d'expériences;
- la création de réseaux.

Les aspects problématiques portent sur :

- le sujet lui-même, le changement climatique, qui, bien que réel, n'est pas un sujet très concret pour les élèves;

- les rapports entre le maître d'œuvre du projet, une association locale, et le chef de projet, ONG internationale ;
- les rapports entre l'association à la tête du projet et l'institution scolaire qui ne joue pas toujours pleinement son rôle, ce qui entraîne des confusions.

L'apport du milieu associatif a été d'introduire des débats participatifs, des méthodes de l'éducation populaire, un réseau de bénévoles au service de la méthode, un autre rapport avec les enseignants et les jeunes ainsi que l'utilisation de nouveaux outils.

Le projet a donné davantage de légitimité aux structures, plus d'expertise pédagogique, a permis la création d'outils innovants. En ce qui concerne **la gestion du projet**, il y a eu une véritable co-construction où chacun a bénéficié des atouts des autres, le facteur humain est incontrôlable, on apprend en faisant (learning by doing).

Pour la plupart des enseignants, les freins à la réalisation du projet sont le manque de temps, la difficulté à trouver des solutions réalistes et innovantes, l'inégale implication des élèves, la nécessité pour les élèves de passer à une phase de réalisation concrète.

L'INSTITUTION SCOLAIRE

Pour l'équipe pédagogique, l'intérêt a résidé dans une approche plus concrète des notions enseignées, une ouverture interdisciplinaire, la formation d'une équipe pluridisciplinaire, la rencontre d'acteurs et d'experts locaux, une autre façon d'enseigner, une meilleure relation avec les élèves, une plus grande liberté pédagogique, la découverte de la pédagogie de projet pour certains, la mise en situation de questions socialement vives. Cependant, certains enseignants, surtout dans les petites classes, ont trouvé complexe le sujet de changement climatique et préfèrent utiliser un projet « clé en main ».

Dans les projets mis en œuvre on constate une diminution des tensions entre jeunes et adultes, une amélioration de l'ambiance et de l'intérêt au travail, une production culturelle de qualité en hausse. La gestion très participative, si elle est toujours plus lourde qu'une forme « top down », permet une progressive, mais nette amélioration de la mobilisation des compétences présentes dans le corps professoral.

La complexité des problèmes, en créant des synergies et des démarches collaboratives, multiplie les opportunités d'innover dans les disciplines, dans l'approche des matières et curricula, dans les dispositifs méthodologiques.

Les élèves se sont trouvés mobilisés au sein d'un projet porté par l'établissement et sont entrés dans cette dynamique. Certains relèvent l'intérêt des élèves pour les jeux de rôle, les simulations. D'autres remarquent que les élèves connaissent en partie le problème, mais ont de grandes difficultés à mettre leurs connaissances en regard d'eux-mêmes ou à remettre en question leurs propres actions. Les élèves apprécient de rompre avec leurs habitudes quotidiennes, prennent davantage confiance en eux et acquièrent une pensée critique. Ils apprennent à faire des propositions, à les argumenter, les discuter, réfléchir à la possibilité de les mettre en œuvre. Ils ne travaillent pas pour une note, mais pour faire évaluer leur projet par un groupe d'experts. Le projet a parfois donné un souffle nouveau à la dynamique qui était lancée dans l'établissement avec l'idée que l'élève est acteur.

Les difficultés se situent au niveau du financement, du manque de temps pour les enseignants et les élèves, de la répartition des tâches entre les membres du comité de pilotage, du temps que mettent les élèves à s'approprier le projet. Même si tous les enseignants ne sont pas prêts à se lancer dans un projet, la vision qui prédomine est positive. La question qui se pose pour certains est celle de la pérennité du projet et de l'extension à d'autres classes, d'autres établissements.

Pour permettre la réussite du projet, certaines associations ont offert un accompagnement des enseignants, préparé les animations,

prévu des outils d'évaluation des élèves. Les projets sont intégrés dans les projets d'établissement. Les associations apportent aussi un soutien moral aux enseignants, les encourage à laisser leurs étudiants travailler de manière indépendante, avec leur propre motivation et à s'exposer à l'inconnu. Pour permettre le travail en équipe, l'institution a eu recours à des aménagements d'emploi du temps.

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Peu de pays ont répondu à cette rubrique. Cela signifie-t-il que les collectivités territoriales n'ont pas été impliquées ?

En France, une région a été impliquée dans un projet initié par une association, en tant que membre du comité de pilotage et a participé au financement de films réalisés par l'association et aussi imprimé et réalisé un Agenda des solutions produit par les élèves. En revanche, les élèves ont eu des contacts plus directs avec des élus locaux et ont été impliqués dans les décisions municipales.

Dans un autre projet, en France, la collectivité territoriale était maître d'œuvre du projet et a donc pu mettre à disposition des ressources humaines et financières en lien avec ses compétences obligatoires pour permettre de mettre en relation les élèves avec des professionnels : agent en charge des travaux dans les collèges, entreprises titulaires des marchés publics.

Au Népal, la contribution des autorités locales a été très utile dans la phase de mobilisation pour promouvoir l'action locale sur le changement climatique.

Dans certains milieux, il y a eu un échange entre le monde politique et le milieu éducatif. Certains maires sont venus rencontrer les élèves participants pour découvrir les initiatives des élèves.

L'ENTREPRENARIAT SOCIAL

L'entreprise, en intervenant auprès des jeunes, dépasse son rôle de simple fournisseur. Elle s'investit dans le projet par un encouragement financier et le partage de l'engagement des jeunes dans la préservation de l'environnement.

Au Québec, en offrant aux organisations de compenser leurs émissions de GES par l'achat de Crédits carbone éducatifs, elles réduisent leur empreinte carbone en offrant aux jeunes un projet éducatif positif.

En France, le Département a passé « une commande package » comprenant à la fois la fourniture, l'installation de matériel et une intervention explicative auprès des jeunes. L'entreprise est allée au-delà en proposant de faire des mesures réelles de consommation avant et après installation des ampoules LED dans les collèges.

LA CITOYENNETÉ DU LOCAL À LA PLANÈTE

Le premier niveau est celui de **l'expression des jeunes** : les jeux de rôle les responsabilisent (adopter une posture, défendre une proposition); les techniques de débats participatifs (brainstorming, débat mouvant, débat en étoile, etc.) encouragent la parole des jeunes; la production commune est un prétexte à l'échange, au débat, à la confrontation des points de vue pour aboutir, en fin de projet, à un « résultat concret » co-construit avec les partenaires. Des échanges avec des élus ont permis aux élèves de se rendre compte que des solutions existaient, que leur parole et leurs idées pouvaient compter et être débattues.

Un autre niveau est **la confrontation** : en favorisant un projet qui s'échelonne sur plusieurs mois, les élèves sont davantage accompagnés dans leurs changements de comportement. En étant sur plusieurs activités, les élèves vont peut-être oublier les maîtres d'œuvre au début, ensuite vivre des situations de

confrontation avec leur milieu, être à la recherche de solutions et l'équipe est là pour les accompagner dans l'ensemble de ces situations. En s'adaptant, les élèves se sentent toujours davantage interpellés.

Autre niveau, **l'échange** : des rencontres inter-académiques entre lycées ont permis de comprendre les différents enjeux au niveau local, en fonction des territoires, mais aussi au niveau régional. Des échanges avec des établissements à l'étranger ont permis de faire le lien avec la citoyenneté internationale. Avec la plateforme Web, les élèves peuvent lire des articles de blog des autres élèves participant au projet, partager leurs apprentissages avec des jeunes d'autres milieux et ainsi créer des connexions.

Autre niveau, **la valorisation** des jeunes : les jeunes adolescents ont déjà de bonnes habitudes de vie qu'il faut mettre en avant, développer un sentiment de fierté vis-à-vis de chaque petit geste, ce que le projet permet de faire. Valoriser le travail des élèves et leurs propositions au sein de l'établissement scolaire et auprès des acteurs rencontrés.

Autre niveau, **la responsabilisation** des jeunes : les élèves sont responsables de leur projet, ils ont la possibilité d'agir à leur niveau ; c'est à eux de déterminer les meilleures pistes d'amélioration. Les résultats atteints dépendent en grande partie de leur engagement sur le projet et de leur travail.

Autre niveau, **les notions privilégiées** : au niveau local, par exemple, la notion de l'espace public conçu comme espace commun à se réapproprier, à partager ensemble et à respecter, mais aussi la compréhension des enjeux de la dégradation de l'environnement, l'écocitoyenneté, la promotion de l'énergie renouvelable à l'instar de l'énergie solaire au détriment des énergies fossiles, la non-violence, la tolérance en milieu scolaire, la lutte contre la corruption, la lutte contre la pauvreté.

PÉRENNITÉ DES PROJETS

En France, le projet initié par la collectivité territoriale est reconduit sous réserve de financement. Celui initié par une association voit sa méthodologie reconduite sur une autre académie à partir de la capitalisation et de la valorisation des expériences des enseignants sous forme de kit pédagogique.

Au Québec, l'association continue d'élaborer les outils et les stratégies pour rendre le projet de la Bourse du carbone accessible à l'ensemble des écoles primaires du Québec et même, le lancer dans d'autres provinces du Canada et d'autres pays grâce à ses sources de financement : vente de ses Crédits carbone éducatifs aux citoyens, événements et organisations pour compenser leurs émissions de GES, des partenaires financiers de tous les milieux, des partenaires institutionnels qui offrent leur savoir-faire gratuitement ou à un taux préférentiel. L'association peut animer le projet dans les écoles grâce à des agents de sensibilisation qu'elle a formés, elle peut former les enseignants pour qu'ils réalisent de façon autonome le projet dans leur classe et elle forme d'autres organisations spécialisées en éducation relative à l'environnement pour qu'ils animent le projet dans d'autres milieux. Avec les écoles, l'association signe une Entente de participation.

Continuation des projets au Maroc, en République du Congo, au Mali avec l'appui du ministère de l'Environnement, au Népal engagé avec une association internationale.

PROPOSITIONS POUR LE FUTUR

Les propositions pour le futur pourraient se situer à plusieurs niveaux :

- poursuivre le travail dans les équipes avec toujours les jeunes au cœur de l'action, à partir de l'échange, de la discussion, des tendances émergentes des pratiques des uns et des autres ;

- s'orienter vers la constitution de laboratoires d'idées regroupant l'éducation formelle, le milieu associatif, les collectivités territoriales, les entreprises sociales pour avoir un impact effectif sur la société et amorcer un changement ;
- extraire de la complexité de vos réalités concrètes et spécifiques ainsi que de votre pratique et par la discussion avec vos partenaires, ce qui vous semble fondamental pour aller vers une éducation à la citoyenneté planétaire orientée vers la transition indispensable à notre survie et à celle de la planète, et dégager petit à petit de votre pratique des invariants au niveau de la manière d'aborder la réalité ;
- échanger, par l'intermédiaire du site web de l'AECP, vos informations, vos réflexions, vos expériences, entretenir des contacts directs afin que le site devienne une plateforme pour discuter de nouvelles problématiques et continuer à mener des actions de sensibilisation, éducation et formation ;
- rechercher des financements pour faire vivre le réseau et organiser des rencontres physiques entre les membres pour **mutualiser** et construire ensemble des principes directeurs pour l'action.
- dégager, tous ensemble, de l'échange d'expériences non pas des recettes universelles, mais **des principes directeurs pour l'action** qui seront présentés aux instances dirigeantes en éducation, ainsi que des processus reproductibles d'élaboration collective de solutions adaptées à chaque contexte. Le changement ne peut résulter d'une démarche « descendante », mais d'un aller-retour permanent entre action et réflexion, entre approche locale et approche globale, entre l'expérience et la construction du savoir.

Nous tenons à remercier tous les porteurs de projet, toutes les équipes, tous les jeunes, tous les partenaires qui se sont investis dans les projets au Sud comme au Nord pour une citoyenneté respectueuse et responsable.



Suite à la publication du *Manifeste pour une éducation à la citoyenneté planétaire*, en décembre 2015 à l'occasion de la COP 21, l'Alliance pour une éducation à la citoyenneté planétaire (AECPP) a lancé un projet de recherche auquel treize équipes de 12 pays de 4 continents ont adhéré pour faire des jeunes des acteurs clés de la transition écologique, économique et sociétale.

Ce projet a pour but de mettre les jeunes au cœur du système éducatif en s'appuyant sur des laboratoires d'idées composés de représentants de l'éducation formelle, d'associations, de collectivités territoriales et d'entreprises sociales.

Nous présentons ici une analyse de leurs travaux afin de les mettre en synergie, d'aider à la constitution d'un réseau au sein duquel les échanges d'expériences et de bonnes pratiques permettront de s'enrichir les uns les autres afin que, de cette diversité, puissent émerger des principes directeurs que nous soumettrons aux instances dirigeantes.

